



“La crise n'est pas une fatalité”

Agissons pour des mesures justes et équitables

POUR LA CFDT, IL FAUT



> Lutter contre la spéculation

- Mutualiser une partie des dettes des États européens pour renforcer les pays face aux marchés financiers.
- Interdire les produits financiers exclusivement spéculatifs.
- Stopper les paradis fiscaux.

> Relancer la croissance économique

- Mettre enfin en place un gouvernement de la zone euro pour coordonner les politiques fiscales, économiques et budgétaires.
- Investir aux plans national et européen.

> Réduire les déficits de manière équitable

- Supprimer les niches fiscales contreproductives et qui coûtent cher à l'État.
- Supprimer la défiscalisation des heures supplémentaires qui empêchent la création d'emplois et ne bénéficient pas à l'immense majorité des salariés.
- Modifier les règles de déduction des intérêts d'emprunt des bénéficiaires imposables des entreprises.
- Faire contribuer les hauts revenus beaucoup plus qu'aujourd'hui par la création d'une tranche supplémentaire d'impôt sur le revenu à 50 %.

> Prendre des mesures sociales urgentes

- Pour les jeunes, élargir l'accès au « RSA jeunes » et mettre en place rapidement les mesures négociées par les syndicats et le patronat : accompagnement vers l'emploi, aide au logement.
- Dans les entreprises et territoires en difficulté, promouvoir des dispositifs évitant les licenciements (formation, financement du chômage partiel...).

Au delà de ces mesures urgentes indispensables, il faut des réformes de fond qui prendront plus de temps pour construire un mode de développement équilibré et durable, un monde plus juste et plus solidaire.

Les mesures prises aujourd'hui par le gouvernement face à la crise sont injustes et inefficaces. Pour la CFDT, il faut réduire les déficits, relancer la croissance par des investissements d'avenir et soutenir ceux qui s'appauvrissent dans cette crise : les chômeurs, les jeunes, les salariés précaires. Il y a urgence à stopper la spirale infernale de cette crise tout en préparant l'avenir.

LA CFDT AGIT



Depuis le début de cette année, en négociant plusieurs accords avec les organisations patronales, nous avons obtenu en particulier des **mesures pour faciliter l'insertion dans l'emploi et l'accès au logement des jeunes**. En négociant avec le gouvernement, nous avons obtenu des **mesures de résorption de la précarité dans les fonctions publiques**.

De nouveaux rendez-vous de négociation sont pris pour 2012, en particulier sur la modernisation du marché du travail et la qualité de la vie au travail. La CFDT a également obtenu qu'organisations syndicales et patronales se réunissent mensuellement pour traiter des **conséquences économiques et sociales de la crise**.

Dans les entreprises, les administrations et les territoires, **la CFDT est présente au quotidien aux côtés des salariés**.

Avec l'intersyndicale (CFDT, CGT, FSU, Unsa), la CFDT a décidé de s'adresser en commun aux salariés pour interpeller gouvernement, élus et patronat dans la période du 1^{er} au 15 décembre 2011 avec un temps fort le 13 décembre (voir au dos).



Nantes, le 28 novembre 2011

Communiqué des organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA

Les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA, dénoncent fermement les plans d'austérité et de rigueur décidés et imposés par le gouvernement.

L'austérité en France et en Europe n'est pas la solution à la crise. Au contraire, elle risque d'entraîner la récession.

Le gouvernement décide de mesures dans le domaine social sans rencontrer ni entendre les organisations syndicales. Il fait porter les efforts sur les salariés, ce qui creuse les inégalités et plonge des milliers de familles dans les difficultés sociales.

Après la taxe sur les complémentaires, les remboursements, l'instauration de forfaits et franchises, les ponctions sur le budget de l'assurance maladie, la diminution des prestations sociales, l'augmentation prévue de la TVA de 5,5% à 7%, le gouvernement s'en prend aux salariés malades, potentiellement « fraudeurs » et « responsables des déficits publics ». L'instauration d'un jour dit de « carence » (sanctionnant l'arrêt maladie !) dans la fonction publique et le dégrèvement des indemnités journalières prévu pour le privé (au-dessus de deux fois le SMIC) témoignent d'une politique sociale qui, au nom d'une fausse équité, cherche à opposer les salariés les uns aux autres.

Les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA décident d'agir ensemble pour s'opposer à ces mesures et obtenir d'autres solutions. Avec un appel commun, elles s'adressent aux salariés pour interpeller le gouvernement, les élus et les responsables d'entreprises dans la période du 1er au 15 décembre.

Les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA de Loire-Atlantique, appellent les salariés, les privés d'emploi, les jeunes et les retraités à se mobiliser et à participer massivement aux rassemblements le :

13 Décembre 2011
à 11 h 30
Nantes – Préfecture
Saint-Nazaire – Sous-Préfecture

Les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA, se retrouveront rapidement après le 15 décembre, afin d'en tirer le bilan et d'envisager, ensemble, de nouvelles initiatives en janvier.